

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 03/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ORANGINA SUNTORY FRANCE**

52 boulevard du parc  
92200 NEUILLY SUR SEINE

Références : /  
Code AIOT : 0006506379

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2022 dans l'établissement ORANGINA SUNTORY FRANCE implanté 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 LA COURNEUVE. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORANGINA SUNTORY FRANCE
- 42 RUE EMILE ZOLA BP 123 93120 LA COURNEUVE
- Code AIOT : 0006506379
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

#### **Activité principale et chiffre(s)-clé(s)**

La société ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION produit des boissons en France et dans le monde. L'unité de production a été implantée sur le site de la Courneuve dans les années 1970 et a

connu diverses opérations de fusion/absorption/rachat et diverses dénominations sociales sans changement d'exploitant. Devenue ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION en 2018, la société exploite des activités de fabrication et d'embouteillage de boissons sans alcool – « soft drinks » (orangina, Schweppes, oasis, peps, etc.). L'usine fonctionne en 3 x 8h. Les activités se déroulent sur environ 36 000 m<sup>2</sup> dont 28 000 m<sup>2</sup> couverts (3 bâtiments principaux + surfaces couvertes : administratif, social, production, conditionnement, stockage des produits finis) et, en extérieur divers stockages. Les activités sont développées sur 5 zones dénommées :

- « siroperie »,
- « ligne B.I.B. » (Bag In Box, produit de type sirop, associé à système de tireuse, à diluer par les distributeurs qui ajoutent leur CO<sub>2</sub> et leur eau dont le traitement est généralement différent de celui de ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION)
- « ligne boîte »,
- « ligne verres perdus »,
- « ligne verres consignés ».

#### Situation administrative

Les installations sont réglementées par un arrêté préfectoral (AP) d'autorisation n°93-6197 du 30/10/1997 au nom de ORANGINA, modifié par AP complémentaire (APC) du 25/04/2001 (modification des conditions 6-2 et 34) et complété par les APC du 14/03/2001 (relatif aux tours aéroréfrigérantes), du 19/11/2007 (sources radioactives), du 24/05/2012 (RSDE1) et du 03/05/2013 (Sécheresse).

A la suite de son positionnement IED en date du 24/03/2014, il a été pris acte du classement des installations de ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION sous la rubrique 3642 avec antériorité par lettre préfectorale du 16/03/2015.

La principale installation est classée en rubrique 3642, elle relève des dispositions de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive). Elle est visée par le BREF FDM des industries agroalimentaires et laitières. L'installation était également classée sous la rubrique 2253 à autorisation qui a été supprimée par l'annexe I du Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018. ORANGINA SUNTORY FRANCE PRODUCTION exploite aussi les rubriques à déclaration 1414, 1510, 2662, 2910, 2921, 1185 .

#### Enjeux principaux : Population / milieux à détailler

Le site est enclavé en zone urbanisée, à proximité d'écoles et d'immeubles d'habitation. Il présente de forts enjeux en matière de protection de la population environnante au regard du risque incendie (fumées, trafic routier) et de nuisances à maîtriser (bruit, trafic des camions).

Il présente aussi des enjeux en matière de qualité des rejets aqueux.

#### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

Visite annuelle dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

### 2) Constats

#### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a porté sur 11 points de contrôle concernant les thématiques "eau" et "prévention des pollutions accidentelles", pour lesquels certaines prescriptions n'étaient pas respectées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Capacité des rétentions	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10 annexe II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.	/	Sans objet
4	Documents de l'installation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article Condition 7.2	/	Sans objet
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
11	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite, l'inspection relève que certains points de contrôle sont non-conforme et nécessite d'être corrigés, et notamment la mise sur rétention de certains produits, la mise à disposition d'un état des stocks exploitable, le contrôle de la DCO et la mise en place d'actions correctives pour comprendre et éviter les rejets de certaines composés dans les effluents aqueux.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Capacité des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10 annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Lors de la visite sur site, l'inspection constate que la majorité des stockage de matières premières sont réalisés dans des salles sur rétention. L'exploitant déclare les effluents récupérés dans les salles sur rétention sont traités avant rejet dans une station de neutralisation pour ajuster le pH. Mais seul le pH est ajusté. <u>Néanmoins, certains stockages, notamment de détergents et les colles, sont stockés sans rétention. Les éventuels écoulements ne sont pas traités avant rejet par la station de neutralisations produit.</u>
Non conforme : Contrairement aux dispositions du point 10 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 modifié sus mentionné, certains liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols ne sont associés à une capacité de rétention suffisante
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 2 : Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 > VI.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etenchéité des sols
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> A.-Les aires de chargement et de déchargement routier et ferroviaire de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25.  E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.
<b>Constats :</b> L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les aires de chargement et de déchargement sont étanches</li> <li>- les aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides sont étanches.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Etat des matières stockées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.  L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.  L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.  Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection une FDS de la liqueur de PEPSI FLAVOR 35005*08. L'inspection constate que la FDS est conforme à la réglementation en vigueur.  L'exploitant fournit à l'inspection la FDS de l'acide citrique anhydre. L'inspection constate que la FDS est conforme à la réglementation en vigueur.  L'exploitant fournit également un état des stocks. L'inspection constate qu'aucune unité n'est mentionnée pour aucun des produits stockés. Contrairement aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié visé supra, l'exploitant n'est pas en mesure de fournir à l'inspection un état des stocks exploitable.  Non conforme : Contrairement aux dispositions de l'article 49 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 sus mentionné l'exploitant n'est pas en mesure de fournir un état des stocks à jour exploitable, puisque celui qui est présenté à l'inspection n'indique aucune unité pour les différents stockages.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Documents de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plans des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les plans, en particulier, pour les installations concernées ;</li><li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ;</li><li>- le plan des réseaux, en particulier le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les tuyauteries ;</li><li>- le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation et dispositifs de limitation de propagation de sinistre ;</li><li>- le plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses prévu à l'article 25. V. E ;</li><li>- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté ;</li><li>- Les plans sont tenus à disposition, de façon facilement accessible, des services d'incendie et de secours.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection un plan N° 55-1578-21 au 1/200 en date du 28 mars 2001. L'inspection constate que figurent sur ce plan trois types de réseaux d'eaux : eaux pluviales, eaux de process et eaux vannes. Les réseaux apparaissent comme séparatifs sur le plan. Néanmoins, le plan met en évidence que l'émissaire pour les trois type d'eaux est unique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositifs de traitement des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Les eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des équipements, l'attestation de conformité à une éventuelle norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'il fait nettoyer ses 2 séparateurs d'hydrocarbures tous les 3 ans.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant fournit à l'inspection les BSDD d'élimination des déchets de nettoyage du séparateur en date du 9 juillet 2020.</p> <p>L'inspection relève néanmoins qu'une fréquence de trois ans pour le nettoyage du séparateur d'hydrocarbure est trop élevée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection constate lors de la visite sur site que, contrairement aux dispositions de l'article 45 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, certains bidons contenant un mélange d'eau et de détergent provenant d'une fuite au niveau de la station ecolabe n'était pas sur rétention.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



**N° 7 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/10/1997, article Condition 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.  Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégés des eaux météoriques.
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection un enregistrement en continu de la température et du pH sous forme de courbe.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect VLE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyse réalisé par CERECO en date du 17 novembre 2022 (ref. CP/04-11-22/04983). L'inspection constate que les mesures sont réalisées en ST-DCO* et non en DCO (ST-DCO = 1410 mg O <sub>2</sub> /L). L'inspection constate également un dépassement en phosphore (6769 µg/L pour une VLE de 2 mg/L dans l'AM 3642). L'inspection relève une concentration en Zn égale à 1061 µg/L.  Contrairement aux dispositions de l'article 21 II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, l'exploitant fournit à l'inspection des mesure en ST-DCO, et non en DCO ou COT, ce qui rend la comparaison aux VLE impossible. * la méthode ST DCO n'est pas la méthode classique de DCO
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 9 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyse réalisé par CERECO en date du 17 novembre 2022 (ref. CP/04-11-22/04983). L'inspection constate également un dépassement en phosphore (6769 µg/L pour une VLE de 2 mg/L dans l'AM 3642).</p> <p>L'exploitant indique qu'il ne sait pas expliquer le dépassement en phosphore et qu'il n'a pas mis en place de mesure corrective.</p> <p>Contrairement aux dispositions de l'article 58 IV de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié sus-mentionné, les résultats ne sont pas accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés et aucune actions correctives n'est mises en œuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 10 : Autosurveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.</p> <p><b>Constats :</b> L'inspection constate que le laboratoire CERECO, qui réalise toutes les analyses des rejets aqueux de l'installation est accrédité COFRAC N°1-0970.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de recalage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).</p> <p>Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant déclare qu'il fait systématiquement réaliser ses analyse d'autosurveillance par le laboratoire CERECO. Le contrôle de recalage n'est donc pas opposable à son installation. En outre, l'inspection constate que le laboratoire CERECO est accrédité COFRAC N°1-0970.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet